

Cour d'appel de Fort-de-France

Tribunal judiciaire de Fort-de-France

Le président

N° Parquet : 2116600041

## **Ordonnance de validation d'une convention judiciaire d'intérêt public**

Nous, TLEMSANI Amaria, vice-présidente, déléguée par madame la présidente du tribunal judiciaire de Fort-de-France,

Vu les dispositions de l'article 41-1-3 du code de procédure pénale ;

Vu les articles R15-33-60-1 à R15-33-60-10 du code de procédure pénale ;

Vu l'article 800-1 du code de procédure pénale ;

Vu la procédure suivie contre :

**Le Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des déchets (SMTVD)**

**N° de SIRET 259 720 084 00021**

**ayant son siège Pointe Jean-Claude – 97231 LE ROBERT**

**représenté par BIROTA BELFORT,**

assisté de Maître Dominique NICOLAS, avocat au barreau de Fort-de-France

des chefs de

**-GESTION IRREGULIERE DE DECHETS PAR PERSONNE MORALE  
(CARACTERISTIQUES, QUANTITE, CONDITIONS DE PRISE EN CHARGE OU  
PROCEDES DE TRAITEMENT)**

Pour avoir en Martinique, sur les sites de la Trompeuse, le Petit Galion et le Céron, du 04 avril 2021 au 4 décembre 2023, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, géré irrégulièrement des déchets, en assurant leur collecte, leur transport, leur valorisation, leur élimination ou toute activité consistant à organiser leur prise en charge depuis leur production jusqu'à leur traitement final, y compris le négoce ou le courtage, ou assuré la supervision de ces opérations, sans satisfaire aux prescriptions concernant les caractéristiques, les quantités, les conditions techniques et financières de prise en charge de ces déchets et les procédés de traitement mis en œuvre, en l'espèce en ne respectant pas les arrêtés ministériels relatifs aux installations classées, les arrêtés préfectoraux applicables et notamment d'autorisation, de déclaration, de mise en sécurité et de mesures immédiates à titre conservatoire, de mise en demeure, et ce au préjudice notamment des 78 victimes listées en annexe.

définie par art.L.541-46 §I 8°, art.L.541-48, art.L.541-1-1 al.8, art.L.541-2, art.L.541-2-1, art.L.541-7-2, art.L.541-21-1, art.L.541-21-2, art.L.541-22 al.1, art.R.541-7, art.R.541-8 du code de l'environnement. art.121-2 du code pénal et réprimée par : art.L.173-8, art.L.541-46 §I al.1 du code de l'environnement. art.131-38, art.131-39 1°,3°,4°,5°,6°, 8°, 9°,12° du code pénal. (NATINF 23264)

## **-D'EXPLOITATION PAR PERSONNE MORALE D'UNE INSTALLATION CLASSEE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT NON ENREGISTREE**

Pour avoir à FORT-DE-FRANCE, du 4 mai 2021 au 4 décembre 2023, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, exploité une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à enregistrement préalable, sans enregistrement (infraction définie par les art.L.173-1 §I 3°, art.L.511-1 al.1, art.L.512-7 §I, §I-BIS, art.L.512-7-4, art.L.512-15, art.R.512-46-23, art.R.512-70, art.R.512-74 §II du code de l'environnement. art.121-2 du code pénal et réprimée par : art.L.173-8, art.L.173-1 §I al.1, art.L.173-5 du code de l'environnement. art.131-38, art.131-39 1°,3°, 4°, 5°, 6°, 8°, 9°,12° du code pénal NATINF 29709)

## **-POURSUITE PAR PERSONNE MORALE DE L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION CLASSEE SOUMISE A AUTORISATION NON CONFORME A UNE MISE EN DEMEURE**

Pour avoir à FORT-DE-FRANCE, du 5 octobre 2019 au 4 décembre 2023, exploité une installation ou un ouvrage, exercé une activité ou réalisé des travaux portant sur une installation classée en violation d'une mesure de mise en demeure prononcée par l'autorité administrative en application de l'article L. 171-7 ou l'article L. 171-8 pour une installation classée soumise à autorisation préalable par personne morale, en l'espèce en ne se conformant pas aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 5 juillet 2019 notifié le 11 juillet 2019

Pour avoir à SAINTE-LUCE, du 15 novembre 2021 au 04 décembre 2023, exploité une installation ou un ouvrage, exercé une activité ou réalisé des travaux portant sur une installation classée en violation d'une mesure de mise en demeure prononcée par l'autorité administrative en application de l'article L. 171-7 ou l'article L. 171-8 pour une installation classée soumise à autorisation préalable par personne morale, en l'espèce en ne se conformant pas aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 28 octobre 2021 notifié le 29 octobre 2021

infraction définie par : art.L.173-1 §II 5°, art.L.171-7 §I, art.L.171-8 §I, art.L.512-1 du code de l'environnement. art.121-2 du code pénal et réprimée par art.L.173-8, art.L.173-1 §II al.1, art.L.173-5 du code de l'environnement. art.131-38, art.131-39 1°, 3°, 4°, 5°, 6°, 8°, 9°,12° du code pénal NATINF 29665

Vu la requête du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Fort-de-France en date du 17 juillet 2024 sollicitant la présidente du tribunal judiciaire de Fort-de-France, de bien vouloir valider la proposition de convention judiciaire d'intérêt public du 17 juillet 2024 ;

Vu l'avis d'audience adressé à toutes les parties ;

Vu l'audience d'homologation de ce jour ;

### **MOTIFS**

Attendu que les faits visés à la présente procédure ont été résumés comme suit par le ministère public:

#### **a) Pour l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) du Petit Galion, LE ROBERT**

Le complexe environnemental de valorisation et de traitement de déchets de Petit-Galion, dont l'exploitation était autorisée par arrêté préfectoral du 26 janvier 2016, était constitué d'un centre de tri des encombrants, d'une unité de prétraitement mécano-biologique et d'une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

Suite à un incendie survenu le 4 avril 2021 dans les alvéoles A1 et A2 de stockage de déchets du site, un arrêté préfectoral portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates à titre conservatoire était signé le 6 avril 2021. Cet arrêté interdisait l'apport de nouveaux déchets dans ces alvéoles jusqu'à la réalisation des études permettant de caractériser l'état des membranes d'étanchéité et leur réparation. L'admission de nouveaux déchets était conditionnée à l'accord de l'inspection. Par ailleurs, l'arrêté du 6 avril 2021 imposait la réalisation d'études environnementales incluant des prélèvements dans l'environnement (sols, air, eaux d'extinction et autres matrices) ainsi que l'analyse et l'interprétation des résultats.

Sur la base d'une plainte adressée par une association au procureur de la République et aux services de l'Etat dénonçant l'apport de déchets de nuit sans pesage, une inspection était diligentée le 15 octobre 2021. Les agents constataient la présence de nouveaux déchets apportés récemment (en violation de l'arrêté du 6 avril interdisant l'apport de nouveaux déchets) et partiellement recouverts de terre. Des camions remplis de mâchefers probablement destinés au recouvrement de ces déchets étaient également observés. Par ailleurs, le registre d'accueil des déchets du site faisait apparaître des apports importants de mâchefers en provenance de l'Unité de Traitement et de Valorisation des Déchets (UTVD) de morne Dillon ainsi que des apports de plâtre (26,7 tonnes réparties en deux arrivages) et ce, malgré l'interdiction d'apport de nouveaux déchets. À l'inverse, ce même registre ne faisait pas apparaître les apports de nouveaux déchets constatés par l'inspection. L'arrêté du 6 avril 2021 n'était donc pas respecté tant au regard des articles portant sur l'admission des déchets que sur la base de ceux relatifs à la mise en œuvre des plans de prélèvement dans l'environnement. Enfin, le rapport d'inspection faisait état d'une absence de relevé de températures pour les différents départs de feu ayant été signalés (15 juin 2021, 27 août 2021), d'une absence de motopompe sur site, d'un bassin de stockage de lixiviats rempli au maximum et d'un départ de feu en cours lors de l'inspection dans la partie déjà atteinte par un incendie le 4 avril 2021 sans que l'exploitant ne l'ait remarqué.

Dans un courrier daté du 21 octobre 2021, la DEAL précisait que ni l'étude technique, ni la réparation des membranes d'étanchéité, ni les études environnementales n'avaient été réalisées.

Le 10 novembre 2021, un arrêté de mise en demeure du SMTVD était signé suite aux constatations de l'inspection du 15 octobre 2021. L'arrêté prescrivait, dans un délai de 24h maximum, la suspension de l'apport de tout type de nouveaux déchets sur le site et la surveillance de la température des massifs de déchets avec consignation des mesures au sein d'un registre tenu à disposition de l'inspection. Afin de faire face à la pénurie d'exutoire de traitement de déchets sur le territoire, un arrêté préfectoral datant du 16 novembre 2021 autorisait la reprise temporaire de l'admission de déchets dans l'alvéole A1 du site de stockage de déchets non dangereux non inertes jusqu'au 8 décembre 2021 sous réserve que l'exploitant renforce la surveillance de la disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et la sécurité du site via un réseau de vidéosurveillance.

Par ailleurs, cet arrêté prévoyait, sur le même principe que l'arrêté de mise en demeure, que des mesures de températures soient effectuées toutes les deux heures et fassent l'objet d'une consignation au sein d'un registre accessible à l'inspection. Le 6 décembre 2021, lors d'une visite d'inspection, les agents de la DEAL constataient que l'exploitant n'avait pas respecté les mesures prescrites par l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2021 vis-à-vis des réserves d'eau d'incendie (nombre insuffisant de bennes étanches), des contrôles des moyens de lutte contre l'incendie (contrôles horaires non effectués), du réseau de vidéosurveillance (caméras non mises en place) et de l'installation d'une caméra thermique (absence de caméra). Toutefois, l'autorisation de reprise temporaire de l'admission de déchets était prolongée, une première fois, par un arrêté du 17 décembre 2021 puis, une seconde fois, par un arrêté du 7 février 2022 autorisant l'admission de nouveaux déchets jusqu'au 21 février 2022.

Le 28 avril 2022, dans le cadre d'une visite d'inspection visant au contrôle de conformité de la nouvelle alvéole (A3) du site d'enfouissement de déchets de Petit-Galion, les inspecteurs de la DEAL constataient que l'enfouissement des déchets était toujours en cours au niveau de l'alvéole A1 malgré l'absence d'autorisation de l'exploitant. En effet, la présence de déchets récents, dont l'apport était estimé à quelques heures au maximum avant l'arrivée des inspecteurs, était relevée. Les inspecteurs constataient

également qu'une nouvelle plateforme de stockage de matelas, dont l'installation n'était pas justifiée pour ce site (s'agissant de déchets faisant l'objet d'une collecte distincte à des fins de valorisation), était aménagée sans porter à connaissance préalable du préfet malgré les obligations réglementaires.

Lors de son audition du 26 août 2022, Sainte-Rose CAKIN, président du conseil syndical du SMTVD et représentant légal de ce dernier au moment des faits, indiquait que l'apport de nouveaux déchets constaté lors de la visite d'inspection du 28 avril 2022, avait été réalisé par des personnes inconnues du service et qu'une plainte avait été déposée par le SMTVD. En revanche, il reconnaissait que le SMTVD était bien le donneur d'ordre pour le dépôt des mâchefers issus de l'UTVD de morne Dillon.

Lors de son audition sur ces faits le 19 août 2022, Belfort BIROTA indiquait ne disposer d'aucune information relative à ces faits antérieurs à sa prise de fonction du 9 février 2022.

#### **b) Pour le Parc Technologique Environnemental (PTE) de La Trompeuse, FORT-DE-FRANCE**

Par arrêté préfectoral du 7 juin 2016, la mise en œuvre d'un centre de tri et de transfert de déchets non dangereux était autorisé sur le parc technologique et environnement de la Trompeuse à FORT-DE-FRANCE

Au cours d'une inspection du 13 décembre 2018, il était constaté que les prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé n'étaient pas respectées notamment en ce que les zones à risques d'incendie n'étaient pas équipées d'un système de détection automatique d'incendie ainsi que de robinets d'incendie armés, que la formation à la lutte contre l'incendie n'avait pas été dispensée à l'ensemble du personnel, qu'aucun exercice incendie n'avait été organisé sur le site et qu'aucun plan général des stockages des substances et mélanges dangereux n'avait été établi. L'inspection du 28 février 2019 faisant suite à un incendie constaté le 19 février, confirmait le non-respect de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2016 reprenant certains des motifs précédents. Par arrêté de mise en demeure du 5 juillet 2019, le SMTVD était enjoint de régulariser la situation.

Par ailleurs, l'exploitation d'une installation de réception et regroupement de déchets non dangereux, de mise en balles d'ordures ménagères et d'entreposage temporaire de déchets non dangereux était déclarée par la déclaration n°2016000151 du 18 février 2020.

A noter le changement de réglementation relative à la nomenclature ICPE 2716 à laquelle était astreinte le SMTVD.

Celle-ci prévoyait jusqu'au 08 juin 2018 que lorsque le volume était supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>, une déclaration suffisait et au-delà, une autorisation était nécessaire, sachant que le volume autorisé par l'autorisation du 7 juin 2016 était de 1 725 m<sup>3</sup> pour le centre de tri et de transfert de déchets non dangereux.

A compter du 9 juin 2018, la nomenclature ICPE 2716 prévoyait que lorsque le volume était supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>, une déclaration suffisait et au-delà, un enregistrement était nécessaire, sachant que le volume autorisé par la déclaration du 18 février 2020 était de 950 m<sup>3</sup> pour l'installation de réception et regroupement de déchets non dangereux, de mise en balles d'ordures ménagères et d'entreposage temporaire de déchets non dangereux.

Suite à un autre incendie s'étant déclaré le 04 mai 2021 vers 15 h 00, les inspecteurs de la DEAL effectuaient une visite en date du 05 mai 2021 et dressaient procès-verbal. Lors de cette inspection, les agents relevaient que le site accueillait 10 000 m<sup>3</sup> de déchets soit un volume dix fois supérieur au volume d'accueil autorisé de 950 m<sup>3</sup> prévu par la déclaration du 18 février 2020. Par ailleurs, d'autres non-conformités à l'arrêté préfectoral du 07 juin 2016 étaient relevées par l'inspection. En effet, la hauteur du tas de déchets sur l'est de la plateforme d'installation de transit des encombrants était supérieure à 6 m (limite maximale définie par arrêté ministériel du 6 juin 2018), les eaux d'extinction d'incendie étaient non

confinées sur la plateforme et des débordements étaient observés dans la voirie adjacente au nord et dans la ravine en milieu naturel, le bassin de rétention des eaux pluviales contenait des eaux d'extinction et la majorité des eaux d'extinction était collectée dans le bassin de rétention des lixiviats de l'ancienne décharge de la Trompeuse (site adjacent) non prévu à cet effet.

En date du 5 mai 2021, un arrêté prescrivant des mesures d'urgences rendues nécessaires par les conséquences de l'incendie était pris par la préfecture sur la base des manquements relevés par l'inspection. Cet arrêté prévoyait, dans des délais variables allant de la notification de l'arrêté à 30 jours, la mise en place d'un ensemble de mesures incluant notamment un programme d'évacuation des déchets incendiés vers les plateformes autorisées avec un justificatif d'élimination de ces déchets, la mise en sécurité de la plateforme et la transmission d'un premier rapport d'accident, la mise en place de mesures de surveillance dans l'environnement, la réalisation en urgence de prélèvements conservatoires dans l'environnement et notamment les eaux d'extinctions ainsi que le pompage des eaux d'extinction collectées dans le bassin de rétention des eaux pluviales.

Le 22 juin 2021, un arrêté de mise en demeure prévoyait quant à lui, notamment, la mise en œuvre des moyens nécessaires à l'évaluation du volume des stocks (bornes, piges) et la réduction de la hauteur des déchets à 6 m, la régularisation de la situation administrative de l'installation soit en ramenant le volume des déchets sur site à 950 m<sup>3</sup> soit en déposant un dossier de demande d'enregistrement (et non plus de simple déclaration), la mise en place de moyens de prévention et d'extinction des incendies et la mise en place d'une clôture sur l'ensemble du périmètre de l'installation.

Entendu le 20 octobre 2021 sur les infractions relevées le 5 mai 2021, Sainte-Rose CAKIN, alors directeur et représentant légal du SMTVD, justifiait les manquements en évoquant les différentes grèves ayant paralysé l'activité normale du site. Si Sainte-Rose CAKIN ne pouvait répondre aux questions techniques, Fabienne BORDEAU, directrice des services techniques auditionnée le 26 octobre 2021, soulignait que les manquements relevés dans le rapport d'inspection de la DEAL étaient antérieurs à sa prise de fonction. Selon elle, les préconisations soulignées seraient respectées dans un délai de 30 jours grâce à des investissements permettant même d'aller au-delà des dispositions prévues par la mise en demeure. Sur la base des déclarations de Fabienne BORDEAU, d'un mail transmis par le SMTVD à la DEAL le 15 avril 2021 et en s'appuyant sur le plan d'action validé du SMTVD 2021-2022, les enquêteurs relevaient qu'un certain nombre d'actions étaient prévues à la date de la réception des pièces précitées en novembre 2021, dont le développement d'un suivi environnemental prévu en 2022, le lancement d'un diagnostic avec le bureau d'étude CETE pour établir un état des lieux de l'existant et des travaux à prévoir, la mise à niveau réglementaire de la gestion des eaux d'incendie avec notamment la nomination d'un responsable des moyens de lutte incendie en charge des essais mensuels ainsi que la livraison de six nouvelles motopompes dont deux prévues pour le site de La Trompeuse.

Or, le 20 octobre 2021, un nouvel incendie se déclarait aux alentours de 11h30 sur le site de la Trompeuse. La visite d'inspection effectuée le lendemain par les inspecteurs ICPE de la DEAL Martinique permettait de relever que le SMTVD exploitait l'installation visée de façon non conforme à la mise en demeure du 22 juin 2021. L'incendie s'était déclaré sur un tas de matelas situé à proximité d'un dôme de déchets d'encombrants présents en quantité plus importante que celle autorisée. Concernant les moyens de lutte contre les incendies, les agents relevaient que le débit minimum exigé (120 m<sup>3</sup>/h) par l'arrêté d'autorisation ne pouvait être atteint par le matériel présent sur place (unique borne incendie, unique robinet d'incendie armé, absence de réseau d'extinction ou de moyen de pompage d'eau supplémentaire). Par ailleurs, aucun moyen de mesure du niveau du bassin n'était présent limitant donc l'évaluation de la ressource en eau face à l'ampleur de l'incendie et au temps nécessaire pour le circonscire. Les inspecteurs relevaient que les fumées de l'incendie se propageaient vers les quartiers des Hauts de Dillon, de Dillon et de l'Etang Z'abricot. Selon le service, l'exposition des populations aux fumées dégagées par les incendies du site, qu'elles soient ponctuelles ou chroniques, présentait des risques non négligeables pour la santé des riverains. En effet, les déchets stockés contenaient des produits chlorés qui, brûlés par les incendies, étaient sources d'émission de polluants de type dioxines, furanes et polychlorobiphényles. Les populations étaient exposées à l'accumulation de ces polluants persistants et lipophiles (substance ayant une affinité pour les graisses ou les composés lipidiques) dans l'air (fumées respirées) et par la

consommation de produits contaminés par les dépôts dans les milieux puis introduits dans la chaîne alimentaire.

L'incendie était maîtrisé le 20 octobre 2021 à 15h00 (soit 3h30 de feu actif) avec une surface brûlée de 1 400 m<sup>2</sup>. Le volume de déchets, estimé par les pompiers et par l'inspection, présent au moment de l'incendie était de 14 000 m<sup>3</sup> soit plus de 8 fois supérieur au volume prévu par l'arrêté d'autorisation du 7 juin 2016 (article 1.2.1). Cette modification n'avait pas été portée à la connaissance du préfet malgré les obligations réglementaires. Par ailleurs, contrairement aux prescriptions, les eaux d'extinction polluées n'étaient pas confinées pour permettre leur récupération ou leur traitement afin d'éviter toute pollution des sols, des réseaux d'eaux usées, des cours d'eau et des milieux naturels. En effet, les agents constataient que si une petite partie des eaux d'extinction était retenue sur le site, la majorité se déversait dans le milieu naturel.

Un nouvel arrêté portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates à titre conservatoire était notifié le 21 octobre 2021 au SMTVD et prescrivait la mise en sécurité des installations du site d'encombrants (surveillance, interdiction d'accès, informations sur les dangers), la réalisation de prélèvements conservatoires dans l'environnement (air, sols, eaux d'extinction, végétaux, eaux superficielles) ainsi que le pompage et le traitement des eaux d'extinctions dans la station de traitement des lixiviats après caractérisation et démonstration que cette station était apte à recevoir ces eaux. L'admission des déchets devait être suspendue et sa reprise conditionnée aux respects des différentes prescriptions (surveillance de la température des massifs de déchets, transmission d'un rapport d'évaluation de l'état des équipements, évacuation des déchets incendiés).

De plus, un arrêté de mise en demeure et un arrêté rendant redevable d'une astreinte journalière le SMTVD pour le site étaient signés le 18 novembre 2021. Le premier prescrivait au SMTVD une régularisation de sa situation administrative en évacuant les volumes de déchets excédentaires par rapport au volume autorisé de 1 725 m<sup>3</sup> (art. 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2016) ou, à défaut, le dépôt d'un porter à connaissance demandant la modification des volumes autorisés. D'autre part, l'arrêté rendant redevable d'astreinte prévoyait une astreinte d'un montant journalier de 100 euros jusqu'au respect de l'article 7.2.5 « Moyens de lutte contre l'incendie » de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2016 et la même somme jusqu'au respect de l'article 7.4.5 « Eaux d'extinction-confinement » de cet arrêté.

Dans un courrier adressé à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Fort-de-France en date du 13 janvier 2022, la DEAL de Martinique faisait état de l'absence de respect, par le SMTVD, des mesures prescrites par les différents arrêtés précités. En effet, l'inspection relevait notamment, malgré le dépassement des délais prévus, l'absence du programme d'évacuation des déchets incendiés vers les plateformes autorisées et de justificatif d'élimination de ces déchets, l'absence du rapport d'accident précisant les circonstances et la chronologie de l'évènement, l'absence de justificatif de mise en sécurité de la plateforme ainsi que l'absence du rapport d'évaluation de l'état des équipements nécessaires à l'exploitation et des propositions quant à la possibilité d'une reprise de l'admission de déchets.

Une visite d'inspection était opérée par la DEAL le 4 décembre 2023 pour évaluer le respect des mesures prescrites par l'arrêté de mesure d'urgence du 21 octobre 2021. Les inspecteurs relevaient que malgré la suspension de l'admission des déchets sur le site d'encombrants, des déchets récents étaient présents à plusieurs endroits du site et que les conditions de surveillance des températures des massifs de déchets n'étaient pas respectées (art. 2.3 de l'arrêté de mesure d'urgence du 21 octobre 2023). Par ailleurs, l'exploitant devait transmettre un rapport d'évaluation de l'état des équipements nécessaires à l'exploitation des installations préalablement à toute reprise de l'activité. Ce rapport devait être rendu dans un délai de deux jours après la fin du sinistre soit le 22 octobre 2021 à 15h00 et n'avait pas été remis à la DEAL à la date de la visite d'inspection du 4 décembre 2023. Enfin, l'exploitant devait procéder à l'évacuation et à l'élimination des déchets dans les filières autorisées des déchets incendiés en justifiant de cette élimination conforme. Ces déchets étaient encore présents à la date de la visite d'inspection.

c) **Pour l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) du Céron, SAINTE-LUCE**

L'ISDND de Céron existe depuis environ 30 ans. L'admission des déchets a débuté en 1984 et s'est poursuivie jusqu'au 31 janvier 2018. L'installation a été autorisée pour la première fois au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1984 puis par l'arrêté préfectoral n°043954 du 31 décembre 2004 portant création et autorisation d'exploiter le centre de stockage de déchets de Céron à SAINTE-LUCE. Son autorisation a été prorogée par l'arrêté préfectoral n°20212362-007 du 27 décembre 2012. La réhabilitation définitive de l'ISDND a été retardée en raison d'une réquisition préfectorale visant à enfouir sur le site les sous-produits animaux.

Le 04 avril 2021, un incendie se déclarait dans l'ISDND de Petit Galion à LE ROBERT. Dans l'attente de la remise en service du site d'enfouissement de ce site, le SMTVD stockait temporairement les déchets sur les sites de Céron à SAINTE-LUCE (ancienne décharge) et de la Trompeuse à FORT-DE-FRANCE (plateforme de stockage), dans des conditions d'urgence règlementées par un arrêté préfectoral spécifique pour Céron.

Le 04 mai 2021, un incendie se déclarait sur le site de stockage des encombrants de la Trompeuse ce qui conduisait à la signature d'un nouvel arrêté préfectoral le 5 juillet 2021 prescrivant des mesures immédiates à titre conservatoire.

Début juillet 2021, un conflit social débutait entre la direction et les syndicats au SMTVD. La grève était suspendue le 08 septembre 2021. Le soir même, vers 22 heures 30, un incendie se déclarait sur deux emplacements de stockage des déchets du site de Céron, l'un sur la plateforme des encombrants, l'autre sur le stockage temporaire n°1 d'ordures ménagères. La géomembrane de la plateforme n°2 en cours de construction était également détruite. La motopompe servant à acheminer l'eau de mer pour l'extinction du feu aurait été sabotée (sable dans le gasoil), de même qu'une motopompe amenée sur site en secours (pièce mécanique retirée). Une plainte était déposée par le SMTVD sur ces faits. Le feu était maîtrisé au bout de 12 jours.

Un procès-verbal était dressé par les inspecteurs de la DEAL ayant constaté, au cours de leurs inspections des 09, 13, 14 et 21 septembre 2021, alors que des incendies étaient en cours, des rejets des eaux d'extinction d'incendie non contenus, dans la nature et notamment dans la mangrove environnante ainsi que l'émanation prolongée de fumées. La DEAL concluait que les moyens matériels et humains n'étaient pas à la hauteur d'un tel incident, tant pour circonscrire le feu que dans la préservation de ses conséquences sur l'environnement ou les tiers.

Les inspecteurs de la DEAL ajoutait que le SMTVD exploitait une installation sans satisfaire aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2021, que la récurrence des sinistres était de nature à démontrer les graves défaillances du SMTVD et que l'accumulation des manquements était susceptible d'impacter gravement les milieux naturels et la santé des populations.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris le 28 octobre 2021 pour le respect de prescriptions visant à prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

Le 06 novembre 2021, un nouvel incendie se déclarait sur le dôme du site de stockage de déchets. Les pompiers, impuissants face à l'ampleur et la complexité du sinistre (environ 5000m<sup>2</sup> de superficie), ne pouvaient avancer de date quant à son extinction.

Les émissions de fumée dégagées et poussées par les vents se diffusaient jusqu'aux riverains de la commune limitrophe du DIAMANT, qui se manifestaient auprès de la brigade locale (78 signalements). Ceux-ci déclaraient qu'ils respiraient les fumées, devaient se calfeutrer chez eux voire quitter leur maison à cause des fumées et retombées de cendres. Ils décrivaient également des symptômes divers liés aux fumées (maux de tête, conjonctivites, rhinopharyngites, gênes respiratoires, vomissements, toux, aggravation d'allergies, etc.). Certains produisaient des certificats médicaux. Des atteintes à la santé étaient plus manifestes chez les enfants en bas âge et plus particulièrement les enfants asthmatiques ainsi que le relevait Philippe LEPINE gérant de deux micro-crèches dans le secteur. Certains riverains soulignaient le fait que généralement les incendies ne duraient pas si longtemps.

Ainsi, Odile TARDIVON indiquait que cela faisait 48 ans qu'elle vivait en Martinique et 41 ans dans la même résidence. Elle précisait que « *les années précédentes cela ne durait pas plus de 2 ou 3 jours, du moins je n'étais pas incommodée plus de 3 jours* ».

De nombreux clichés photographiques étaient effectués par les services de contrôle des installations classées et des riverains, victimes. Ceux-ci venaient confirmer que les fumées toxiques et résidus de fumées générées par les incendies créaient un réel impact sur la population riveraine environnante et certainement sur les employés travaillant sur place au moment des incendies.

Par soit transmis des 23 et 24 novembre 2021, le Parquet de FORT DE FRANCE cosaisissait l'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (OCLAESP) et la brigade de recherches de LE MARIN, ainsi que le Groupement interministériel de recherches (GIR).

Un nouveau procès-verbal était dressé par la DEAL suite à un contrôle des lieux, le 13 décembre 2021 alors que l'incendie n'était pas encore maîtrisé. Les inspecteurs constataient que les moyens de lutte contre l'incendie étaient insuffisants. L'absence de motopompe était particulièrement dommageable car les débits d'eau d'extinction étaient insuffisants. Ils ne permettaient pas l'arrosage du dôme qui continuait à se consumer. Par ailleurs, le dispositif de collecte des lixiviats et des éventuelles eaux d'extinction sur les plates-formes temporaires était défaillant car il fuyait et le volume de collecte était inadapté. La situation résultait du non-respect des mesures prescrites dans l'arrêté de mise en demeure du 28 octobre 2021.

L'incendie finissait par prendre fin de lui-même et durait au moins jusqu'au 21 février 2022, soit quasiment quatre mois.

L'ARS MARTINIQUE établissait un rapport dans lequel étaient présentées d'une part les expositions aux fumées de la population et notamment les écoles maternelles et crèches situées à proximité et d'autre part les analyses de l'air effectuées par MADININAIR. Ces dernières mettaient en évidence une qualité de l'air présentant un indice atmosphérique pouvant aller jusqu'à « dégradé » même en l'absence de recherche de certains polluants. L'ARS concluait qu'au-delà des mesures de surveillance environnementale et de prise en charge sanitaire mises en place, l'urgence résidait dans la maîtrise de l'incendie afin de faire cesser les nuisances et les effets délétères sur la santé des riverains. Cependant, l'ARS soulignait qu'en l'absence de mesures dans l'air de certaines substances pertinentes, l'impact sur la santé humaine ne pouvait être que partiellement caractérisé.

Concernant les analyses de l'air effectuées par MADININAIR sur les incendies de septembre et novembre 2021, il apparaissait que les analyses de l'air pour l'incendie de septembre 2021 ne permettaient pas de démontrer d'impacts réellement significatifs et inquiétant sur la qualité de l'air. En revanche, les conclusions des analyses pour l'incendie de novembre 2021 établissaient, au regard des prélèvements effectués après la plus grosse période d'incendie, une influence forte de l'incendie sur la qualité de l'air, principalement sur le site de la Taupinière, avec des concentrations importantes de particules PM10 et PM2,5. Certains jours la qualité se dégradait de « bonne » à « moyenne », puis de « dégradée » à « mauvaise ». Cette situation était imputable majoritairement aux PM2,5, particules plus fines pénétrant plus profondément dans le système respiratoire. Les conclusions précisaient tout de même que les mesures étaient réalisées du 16 novembre au 14 décembre 2021, hors de la phase majeure de l'incendie qui se situait entre le 6 et le 15 novembre. Ainsi, si les mesures avaient été effectuées sur cette période, « *on aurait pu s'attendre à plus de jours de qualité de l'air dégradée voire mauvais* ».

L'OFB de Martinique rendait un rapport relatif à la biodiversité le 18 janvier 2022 (suite à un contrôle le 13 décembre 2021 et une visite complémentaire le 5 janvier 2022) qui concluait « *qu'il est sans conteste qu'il y a de graves dysfonctionnements de l'ICPE de CERON (incendie, infiltrations de lixiviat, doute sur l'efficacité du système de traitement)* ». Il n'était pas constaté de rejet liquide polluant directement le milieu naturel mais il était relevé qu'il s'agissait d'une pollution diffuse par infiltration dans le sol de l'ISDND. Enfin, il était précisé que les fumées toxiques dégagées par la combustion des déchets et les vents dominants de secteur Est pouvaient également affecter la faune et la flore de la mangrove.

Le SDIS de MARTINIQUE déclarait au sujet de la lutte contre l'incendie de novembre 2021, que l'efficacité de leurs actions se trouvait nettement compromise, alors que des moyens importants étaient déployés (une dizaine d'engins et une soixantaine d'agents qui se relayaient 24h/24 du 6 au 11 novembre), en raison notamment de l'absence de point d'aspiration d'eau depuis la mer. Il rappelait que la pompe de grande puissance était inopérante suite à un acte de vandalisme du mois de juillet, sans réparation depuis et également que l'hydrant sur le site présentait un débit nettement insuffisant en raison de l'important dénivelé créant des pertes de charge. Le responsable SDIS concluait que les moyens en eau restaient nettement insuffisants, que l'engagement de leurs moyens combinés à ceux du SMTVD était impossible et qu'ils ne disposaient pas de moyens adaptés pour combattre les fumées.

Des analyses effectuées sur site par le groupe GINGER BURGEAP de Martinique de 2016 à 2022 relatives aux sols et sous-sols du site, laissaient apparaître que les données étaient non conformes aux normes environnementales et aux valeurs seuils de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007, notamment sur les eaux de rejet ERI, sur la résistivité et la conductivité des eaux souterraines.

L'ensemble de ces éléments permettaient d'établir que les incendies répétés sur le site de Céron avaient des effets néfastes tant sur le volet environnemental (pollution des sols et des sous-sols) que sur le volet santé publique (qualité de l'air).

Un rapport de la chambre régionale des comptes concernant le SMTVD établissait que le syndicat était en grande difficulté financière, ce qui pouvait expliquer les défaillances de matériels sur la gestion des luttes contre les incendies et la récupération des eaux usées.

Sainte Rose CAKIN, représentant légal du SMTVD lors des incendies de 2021 reconnaissait les infractions relevées à l'encontre du SMTVD par les inspecteurs des ICPE tant en matière de lutte contre les incendies que sur la gestion des eaux usées et des lixiviats. Néanmoins, il nuancait son propos en soulignant qu'il ne pouvait faire autrement et que la situation était déjà compliquée financièrement au moment de la création du SMTVD.

Belfort BIROTA, entendu en sa qualité d'actuel représentant légal du SMTVD gardait le silence.

Les auditions des employés confirmaient des dysfonctionnements sur le site de Céron, tant dans la gestion des déchets que sur l'absence de moyens de lutte contre les incendies.

Un rapport de la DEAL du 23 janvier 2024, suite à une visite d'inspection du 4 décembre 2023, relevait *« la remise en état des installations de Céron n'a pas été réalisée depuis les incendies de 2021. La surveillance des effets de l'installation sur son environnement n'est pas assurée par le SMTVD. L'évacuation des déchets des plateformes temporaires doit impérativement être effectuée afin de limiter l'impact des lixiviats non collectés et non traités. L'inspection demande la surveillance du site en permanence dans l'attente d'une remise en état du site de Céron. »*.

En conséquence, un arrêté de mise en demeure était pris le 18 mars 2024, aux fins :

- d'assurer une surveillance du site en continu pour empêcher toute admission de nouveaux déchets et être en mesure de détecter le plus rapidement possible tout éventuel départ d'incendie ;
- de mettre à jour le dossier de réhabilitation d'activité de l'installation ; de mettre à jour les garanties financières ;
- d'évacuer l'ensemble des déchets entreposés sur les différentes plateformes vers une installation régulièrement autorisée.

## **SUR LA PROCEDURE**

Au vu de ces différents manquements, le procureur de la république a introduit une procédure aux fins de conclure une convention judiciaire d'intérêt public avec le SMTVD.

La proposition de convention a été soumise au représentant légal du SMTVD et acceptée le 17 juillet 2024.

Les parties ont valablement été avisées 10 jours avant la tenue de l'audience d'homologation.

Le consentement de tous à la présente convention a été renouvelé lors de l'audience de ce jour.

La procédure est donc recevable et régulière en application des articles

## **Sur LE FOND**

Les faits précédemment exposés sont constitutifs des infractions suivantes :

### **-GESTION IRRÉGULIÈRE DE DÉCHETS PAR PERSONNE MORALE**

Pour avoir en Martinique, sur les sites de la Trompeuse, le Petit Galion et le Céron, du 04 avril 2021 au 4 décembre 2023, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, géré irrégulièrement des déchets, en assurant leur collecte, leur transport, leur valorisation, leur élimination ou toute activité consistant à organiser leur prise en charge depuis leur production jusqu'à leur traitement final, y compris le négoce ou le courtage, ou assuré la supervision de ces opérations, sans satisfaire aux prescriptions concernant les caractéristiques, les quantités, les conditions techniques et financières de prise en charge de ces déchets et les procédés de traitement mis en œuvre, en l'espèce en ne respectant pas les arrêtés ministériels relatifs aux installations classées, les arrêtés préfectoraux applicables et notamment d'autorisation, de déclaration, de mise en sécurité et de mesures immédiates à titre conservatoire, de mise en demeure, et ce au préjudice notamment des 78 victimes visées au dispositif ;

Infraction définie par : art.L.541-46 §I 8°, art.L.541-48, art.L.541-1-1 al.8, art.L.541-2, art.L.541-2-1, art.L.541-7-2, art.L.541-21-1, art.L.541-21-2, art.L.541-22 al.1, art.R.541-7, art.R.541-8 du code de l'environnement. art.121-2 du code pénal.

Infraction réprimée par : art.L.173-8, art.L.541-46 §I al.1 du code de l'environnement. art.131-38, art.131-39 1°,3°,4°,5°,6°, 8°, 9°,12° du code pénal.

### **-d'EXPLOITATION PAR PERSONNE MORALE D'UNE INSTALLATION CLASSÉE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT NON ENREGISTRÉE,**

pour avoir à FORT-DE-FRANCE, du 4 mai 2021 au 4 décembre 2023, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, exploité une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à enregistrement préalable, sans enregistrement (Pour le parc technologique environnemental de La Trompeuse, Fort-de-France)

Infraction définie par art.L.173-1 §I 3°, art.L.511-1 al.1, art.L.512-7 §I, §I-BIS, art.L.512-7-4, art.L.512-15, art.R.512-46-23, art.R.512-70, art.R.512-74 §II du code de l'environnement. art.121-2 du code pénal et réprimée par : art.L.173-8, art.L.173-1 §I al.1, art.L.173-5 du code de l'environnement. art.131-38, art.131-39 1°,3°, 4°, 5°, 6°, 8°, 9°,12° du code pénal.

## **POURSUITE PAR PERSONNE MORALE DE L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION CLASSEE SOUMISE A AUTORISATION NON CONFORME A UNE MISE EN DEMEURE**

Pour avoir à FORT-DE-FRANCE, du 5 octobre 2019 au 4 décembre 2023, exploité une installation ou un ouvrage, exercé une activité ou réalisé des travaux portant sur une installation classée en violation d'une mesure de mise en demeure prononcée par l'autorité administrative en application de l'article L. 171-7 ou l'article L. 171-8 pour une installation classée soumise à autorisation préalable par personne morale, en l'espèce en ne se conformant pas aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 5 juillet 2019 notifié le 11 juillet 2019 (pour le parc technologique environnemental de La Trompeuse, Fort-de-France)

Pour avoir à SAINTE-LUCE, du 15 novembre 2021 au 04 décembre 2023, exploité une installation ou un ouvrage, exercé une activité ou réalisé des travaux portant sur une installation classée en violation d'une mesure de mise en demeure prononcée par l'autorité administrative en application de l'article L. 171-7 ou l'article L. 171-8 pour une installation classée soumise à autorisation préalable par personne morale, en l'espèce en ne se conformant pas aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 28 octobre 2021 notifié le 29 octobre 2021 (pour l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) du Céron, SAINTE-LUCE)

Infraction définie par : art.L.173-1 §II 5°, art.L.171-7 §I, art.L.171-8 §I, art.L.512-1 du code de l'environnement. art.121-2 du code pénal et réprimée par : art.L.173-8, art.L.173-1 §II al.1, art.L.173-5 du code de l'environnement. art.131-38, art.131-39 1°, 3°, 4°, 5°, 6°, 8°, 9°,12° du code pénal.

### **SUR LES SANCTIONS PROPOSEES**

La convention judiciaire d'intérêt public propose les obligations suivantes :

#### **a) Paiement d'une amende d'intérêt public**

Le montant de l'amende est fixé à 150 000 euros (cent cinquante mille euros). Cette amende a valablement été acceptée par le SMTVD.

Conformément aux termes de l'article 41-1-3 du Code de procédure pénale, elle est proportionnée aux avantages tirés des manquements constatés, et conforme à la limite de 30% du chiffre d'affaires moyen annuel calculé sur les trois derniers chiffres d'affaires annuels connus à la date du constat de ces manquements.

Le montant en sera donc validé.

#### **b) Programme de conformité**

La mise en place d'un programme de mise en conformité d'une durée de trois ans, comprenant un audit initial permettant de dresser un état des lieux de la situation actuelle du SMTVD sur les sites de la Trompeuse, le Petit Galion et le Céron ainsi qu'un audit final, a été proposé par le ministère et accepté par le SMTVD.

Ce programme de mise en conformité est prévu aux termes de l'article 41-1-3 du code de procédure pénale et justifié au vu des manquements relevés.

L'obligation de s'y conformer dans le cadre de cette convention est donc également validée selon les termes précisés au dispositif.

**c) Réparation du préjudice écologique et indemnisation des victimes**

Le SMTVD s'est engagé à réparer les dommages causés par les infractions pour les victimes ayant établi leur préjudice, selon les modalités prévues au dispositif, étant entendu que ces indemnisations valent pour les personnes ayant déposé plainte ainsi que les autres personnes du foyer visées dans celle-ci : conjoint, concubin, partenaire liée par un pacte civil de solidarité et enfants.

Ces indemnisations devront intervenir dans un délai maximal d'un an suivant l'ordonnance de validation. Elles sont justifiées au regard des faits et de leur proportionnalité aux avantages tirés des manquements.

Cette convention sera donc validée dans tous ses éléments selon les modalités fixées au dispositif.

**PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement et **contradictoirement**,

**Ordonnons** la validation de la convention judiciaire d'intérêt public signée entre le procureur de la République et BIROTA Belfort, représentant légal, Président, du Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des déchets (SMTVD) ; en présence de son conseil Maître Dominique NICOLAS en date du 17 JUILLET 2024,

**Validons l'amende d'intérêt public imposée au Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD), fixée à la somme de 150 000 euros** qui devra être réglée en quatre versements de 37 500 euros, dans un délai de douze mois. Le premier versement interviendra sous 3 mois à compter de la date à laquelle la présente convention sera devenue définitive ; le second versement interviendra au plus tard 6 mois suivant l'ordonnance de validation, le troisième versement interviendra au plus tard 9 mois suivant l'ordonnance de validation et le quatrième versement interviendra au plus tard douze mois suivant l'ordonnance de validation ;

**Donnons acte à la société Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD), de ce qu'elle s'engage à se soumettre aux vérifications diligentées par la DEAL et l'OFB (office français de la biodiversité), pendant une durée de 3 ans à compter de la présente ordonnance**, pour la réalisation d'un audit initial permettant de dresser un état des lieux de l'existence et de la pertinence du dispositif correctif, des audits ciblés pour s'assurer de son déploiement effectif et de son efficacité, ainsi qu'un audit final,

Disons qu'elle supportera les frais ainsi occasionnés jusqu'à concurrence de la somme de cent mille euros (100 000 euros montant maximum),

**Validons la réparation par le SMTVD des dommages causés par les infractions, selon les modalités suivantes**, étant entendu que ces indemnisations valent pour les personnes ayant déposé plainte ainsi que les autres personnes du foyer visées dans celle-ci : conjoint, concubin, partenaire liée par un pacte civil de solidarité et enfants :

- L'Assaupamar : 20 000 euros au titre de son préjudice moral, tenant compte de l'atteinte portée à son objet associatif ;
- France Nature Environnement (FNE) : 5 000 euros au titre de son préjudice moral, tenant compte de l'atteinte portée à son objet associatif ;
- L'association pour la protection de la nature et de l'environnement (APNE) : 5 000 euros au titre au titre de son préjudice moral, tenant compte de l'atteinte portée à son objet associatif ;

- Stéphanie NORCA : 1 000 euros au titre du préjudice moral et 1 159 euros au titre du préjudice matériel ;
- Julien DELMAS : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Philippe LEPINE : 500 euros au titre du préjudice moral ;
- Carine RESID : 500 euros au titre du préjudice moral ;
- Eliane CARDA : 500 euros au titre du préjudice moral ;
- Valérie VILLERONCE : 500 euros au titre du préjudice moral ;
- Adeline POUGET et CUVILIER Frédéric et les enfants : 3 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Eric CHICHEPORTICHE : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Naoel KHELLADI : 500 euros au titre du préjudice moral ;
- Charlotte HUET : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Florence GOBERT : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Marie OFFROY : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Odile TARDIVON : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Valérie LEFRANC : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Isabelle LE CORRE : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Caroline BERNARD : 2 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Myriam BRAY : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Marie VALEY, Mélissa ADIGERY-VALEY et Alfred ADIGERY : 2 000 euros au titre du préjudice moral global, soit 666,67 euros par personne ;
- Danièle SERBETE : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Cécilia SALSILLI : 500 euros au titre du préjudice moral ;
- Laurent CARON : 1 000 euros au titre du préjudice moral
- Yannick ROSE-ROSETTE et Hélène FESTAS : 1 000 euros au titre du préjudice moral global, soit 500 euros par personne ;
- Arlette PELAGE : 1 000 euros au titre du préjudice moral
- Juliette DUTRAIVE : 1 000 euros au titre du préjudice moral
- Colette DESERT : 500 euros au titre du préjudice moral ;
- Delphine POURSINOFF : 500 euros au titre du préjudice moral ;
- Chloé VERRECHIA : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Ruddy DUVILLE : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Sylviane CUNY : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Bernard SOULIER et Xavière SOULIER : 2 000 euros au titre du préjudice moral global, soit 1 000 euros par personne ;
- Antonia CAPELLO et Lionel CAPELLO : 1 000 euros au titre du préjudice moral global, soit 500 euros par personne ;
- Véronique JOCK : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Claire SERRE : 500 euros au titre du préjudice moral ;
- Solange NIVELON : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Stéphanie BONARD et Chloé BONARD : 2 000 euros au titre du préjudice moral global, soit 1 000 euros par personne ;
- Michelle DE PERCIN CARYGE : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Stéphanie GABOURG : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Marie-Pierre SPONY : 500 euros au titre du préjudice moral ;
- Odile CARON : 500 euros au titre du préjudice moral ;
- Philippe NOEL et Sophie NOEL : 1 000 euros au titre du préjudice moral global, soit 500 euros par personne ;
- Anne-Laure POLLISSARD : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Nadine LE GOAZIOU : 500 euros au titre du préjudice moral ;
- Ingrid SAVINA et Mathieu SAVINA : 1 000 euros au titre du préjudice moral global, soit 500 euros par personne ;
- Nathalie SAUDEMONT : 500 euros au titre du préjudice moral ;
- Charles-Maurice LAOUCHÉZ : 500 euros au titre du préjudice moral ;

- Lydia DENUZIERE : 500 euros au titre du préjudice moral ;
- Laure MAGNI : 500 euros au titre du préjudice moral ;
- Ramon ROSA-ARSENE et Chantal ROSA-ARSENE : 2 000 euros au titre du préjudice moral global, soit 1 000 euros par personne ; et 5002,50 euros au titre du préjudice matériel ;
- Philippe SIBLOT : 500 euros au titre du préjudice moral ;
- Léa FRADET, Thomas FRADET et Yaël FRADET : 1 500 euros au titre du préjudice moral global, soit 500 euros par personne ;
- Priscilla KANDENBROUCKE : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Luc GUIONNET : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Manuella SYMPHOR : 2 000 euros au titre du préjudice moral et 1 076,85 euros au titre du préjudice matériel ;
- John KELLIL : 500 euros au titre du préjudice moral ;
- KELLIL-BENALI : 1 euro au titre du préjudice moral ;
- Marie-Christine SEMPERE-MILANO : 1 euro au titre du préjudice moral ;
- Delphine PELLEGRIN : 500 euros au titre du préjudice moral ;
- Mathieu LECLERQ et Johana LECLERQ : 2 000 euros au titre du préjudice moral global, soit 1 000 euros par personne ;
- Guillaume RAIMBAUD : 1 000 euros au titre du préjudice moral ;
- Patrick BOSQUI et Valérie MALTET : 2 000 euros au titre du préjudice moral global, soit 1 000 euros par personne ;

Précisons que la personne morale renonce à son droit de rétractation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au procureur de la République.

Rappelons que la présente ordonnance n'emporte pas déclaration de culpabilité et n'a pas la nature ni les effets d'un jugement de condamnation.

**Rappelons que l'action publique à l'encontre de la société sera éteinte si, dans les délais prévus, elle exécute les obligations auxquelles elle s'est engagée dans la présente convention.**

**Rappelons qu'en application des dispositions de l'article 800-1 du code de procédure pénale les frais de justice exposés au cours de la procédure sont mis à la charge de la personne morale.**

Fait à FORT DE FRANCE, le 31 JUILLET 2024

La Présidente  
TLEMSANI Amaria

La présente ordonnance a été notifiée à l'issue de l'audience par le greffier et copie remise contre émargement,

à

- la personne morale
- le cas échéant les victimes présentes
- au parquet

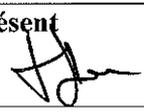
Pour le règlement, un relevé d'identité bancaire devra être adressé à : [kevin.hodebar@smtvd.fr](mailto:kevin.hodebar@smtvd.fr)

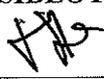
La présente ordonnance a été notifiée par lettre simple par le greffier aux victimes absentes

**ANNEXE – LISTE DES VICTIMES**

Présent/absent	Nom de naissance	Prénom	Date et lieu de naissance	Domicile
<del>Présent</del>	NORCA	Stéphanie	11/01/1983 à PARIS 20ème	17 Lot. Manoel la taupinière 97223 LE DIAMANT
absent	DELMAS	Julien	12/6/74 à BEZIERS 34	30 lot. Fond manoel 97223 LE DIAMANT
absent	HENRY	Patrice	23/4/52 à MORET SUR LOING ÈÈ	Haut Morne 97223 LE DIAMANT
absent	LEPINE	Philippe	01/05/67 à VOIRON 38	Chemin de la sagesse, quartier médecin 97215 Rivière Salée
Présente	RESID	Carine	06/11/82 à FORT-DE-FRANCE 972	6 Lot Fonds Manoel Taupinière 97223 LE DIAMANT
absent	RONDINEAU	Philippe	01/4/63 à PAIMBOEUF 44	108 Lot. Pont café 97228 STE LUCE
absent	CARDA	Eliane	21/11/63 à FORT-DE-FRANCE 972	68 Lot. Fon Manoel 97223 LE DIAMANT
représentée	VILLERONCE ép JEANNE-LOUISE	Valérie	21/12/76 à FORT-DE-FRANCE 972	69 Lot. Fond Manoel 97223 LE DIAMANT
Présent M. CUVELIER	POUGET CUVELIER CUVELIER CUVELIER CUVELIER	Adeline Frédéric Louison Anouk Salomé	17/3/80 à BRON 69 29/01/78 à SGL 78 10/03/11 à FDF 05/02/2019 à FDF	23 résidence la Cherry 97223 LE DIAMANT
absent	CHICHEPORTICHE	Eric	28/03/1964 à TARBES 65	Quartier la Cherry 97223 LE DIAMANT
absente	KHELLADI ép. CHARLES-EDOUARD	Naoel	26/10/1985 à LOMME 59	Résidence la Cherry, N°22 97223 LE DIAMANT
Absente	HUET ép. FRADET	Charlotte	21/01/1982 à RENNES 35	62 fond Manoel 97223 LE DIAMANT
absente	GOBERT	Florence	06/5/73 à AMIENS 80	29 résidence la Cherry 97223 LE DIAMANT
ab	OFFROY ép. CHAVE	Marie	05/10/77 à PARIS 15ème	42 résidence la Cherry 97223 LE DIAMANT
absente	TARDIVON	Odile	8/11/52 à SAFI (MA)	villa N°38 La Cherry 97223 LE DIAMANT
absente	LEFRANC	Valérie	09/4/67 à LILLE 59	2 lot. La Varangue O'mullane bas

				97223 LE DIAMANT
absente	LE CORRE	Isabelle	14/9/74 à QUIMPER 29	Allée Heliconia, quartier GACQUA 97223 LE DIAMANT
absente	BERNARD	Caroline	9/4/68 à POITIERS 86	Bas Morne LES ANSES D'ARLET
présente	BRAY	Myriam	13/10/72 à FORT- DE-FRANCE 972	21 allée Gingembre -Lot O'Mullane 97223 LE DIAMANT
présente	VALEY ADIGERY VALEY	Marie Mélissa	12/2/82 à ROUEN 76 21/09/14 à La trinité	40 Lot. Fond Manoel 97223 LE DIAMANT
Présent	ADIGERY	Alfred	24/11/58 à ST Esprit	40 Lot. Fond Manoel 97223 LE DIAMANT
absente	SERBETE ép. ROSE	Danièle	27/9/48 à MIRANDE 32	route de « dizac », 20 rue des arawaks 97223 LE DIAMANT
absente	SALSILLI	Cécilia	26/5/81 à NANTES 44	10 Lot Panoramique Morne Pavillon 97223 LE DIAMANT
absent	CARON	Laurent	11/2/57 à BEAULIEU-LES- FONTAINES 60	Lot Petite Savane rte de Morne Constant 97223 LE DIAMANT
présent	ROSE-ROSETTE	Yannick	10/7/84 à FORT- DE-FRANCE 972	9 quartier O'Mullane bas 97223 LE DIAMANT
Représentée Par ROSE ROSETTE Yannick	FESTAS	Hélène	01/09/72 à HYERES 83	9 quartier O'Mullane bas 97223 LE DIAMANT
absente	PELAGE	Arlette	30/3/46 à FORT- DE-FRANCE 972	44 Résidence La Cherry 97223 LE DIAMANT
absente	DUTRAIVE	Juliette	07/1/81 à ST JULIEN 74	2 Lot les gardénias 97228 STE LUCE
absente	DESERT	Colette	27/09/59	Habitation Jacqua Allée fleuri Noël 97223 LE DIAMANT
absente	POURSINOFF	Delphine	10/7/83 à Levallois- Perret 92	Résidence Carrière quartier petit lézard 97223 LE DIAMANT

<b>absent</b>	NOEL	Philippe	15/8/66 TALENCE 33	à	36 Lot LES Aloes, o'Mullane bas 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	NOEL	Sophie	21/3/66 TALENCE 33	à	36 Lot LES Aloes, o'Mullane bas 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	POLLISSARD	Anne-Laure	15/1/77 à PARIS 16è		Résidence Bô Kai, 10 allée des caramboles 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	LE GOAZIOU	Nadine	2/2/52 HERBLAY 95	à	A3, Résidence Bô Kai, 10 allée des caramboles 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	SAVINA	Ingrid	13/12/79		59 Lot. Fond Manoel 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	SAVINA	Mathieu	29/04/80		59 Lot. Fond Manoel 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	SAUDEMONT	Nathalie	22/8/76 OTTIGNIES (B)	à	Quartier LONGUET 97223 LE DIAMANT
<b>absent</b>	LAUCHEZ	Charles Maurice	04/11/41		Les lauriers, Avenue Nelson Mandela 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	DENUZIERE	Lydia	10/11/69 ROMANS 26	à	12 Allée des Topazes 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	MAGNI	Laure	30/3/73 à AGEN 47		25 allée de la Muscade 97223 le diamant
<b>absent</b>	ROSA-ARSENE	Ramon	05/12/63 à LE FRANÇOIS 972		77 Lot. Fond Manoel 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	ROSA-ARSENE	Chantal	23/12/60 MONTLUÇON 03	à	77 Lot. Fond Manoel 97223 LE DIAMANT
<b>présent</b> 	SIBLOT	Philippe	10/10/61 HÉRICOURT 70	à	12 Allée Gingembre 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	FRADET	Léa	31/01/04		Morne Pavillon, 5 Lot. Pavillon 97223 LE DIAMANT
<b>absent</b>	FRADET	Thomas	26/1/74 à CANNES 06		Morne Pavillon, 5 Lot. Pavillon 97223 LE DIAMANT
<b>absent</b>	FRADET	Yael	15/12/76 CANNES 06	à	Morne Pavillon, 5 Lot. Pavillon

				97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	KANDENBROUCKE	Priscilla	04/6/77 à CROIX	Villa du soleil Levant Haut Morne 97223 LE DIAMANT
<b>absent</b>	GUIONNET	Luc	26/7/54 à PARIS 12è	2 Lot. La varangue O'Mullane 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	SYMPHOR	Manuella	26/07/1978 à FORT-DE- FRANCE	81 Lot. Fonds Manoel 97223 LE DIAMANT
<b>absent</b>	KELLIL	John	29/5/79 à DOLE 39	10 résidence la Cherry 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	KELLIL-BENALI		03/2/81 à BELFORT 90	10 résidence la Cherry 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	SEMPÉRE-MILANO	Marie- Christine	20/07/51	14 allée Aigue Marine 97223 LE DIAMANT
<b>Représentée par SIBLOT</b> 	PELLEGRIN	Delphine	2/4/77 à GRASSE 06	Résidence Belmont-Lucito 97223 LE DIAMANT
<b>absent</b>	LECLERCQ	Mathieu	03/2/92 NOUMÉA	1 allée des Émeraudes 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	LECLERCQ	Johana	13/10/91 à LE LAMENTIN 972	1 allée des Émeraudes 97223 LE DIAMANT
<b>absent</b>	RAIMBAUD	Guillaume	09/03/77	2 Lot. Les gardénias, les Côteaux RIVIÈRE SALÉE
<b>présente</b> 	ROSAMONT- URSULET	Line Rose	4/8/77 à FORT-DE- FRANCE 972	Association pour la protection de la Nature et de l'Environnement APNE
<b>absent</b>	LARMUZEUX	Mickael	30/4/80 à RETHEL 08	10 place de Pau 08130 ATTIGNY
<b>Représentée par Mme MALTET Valérie</b> 	BOSQUI	Patrick	15/7/64 à LE DIAMANT 972	61 Lot. FOND MANOEL 97223 LE DIAMANT
<b>Présente</b> 	MALTET	Valérie	24/6/70 à FORT- DE-FRANCE 972	61 Lot. FOND MANOEL 97223 LE DIAMANT
<b>absent</b>	MARAN	Marin Casimir	3/3/1930 à RIVIERE-SALEE	LA MELISSE - MORNE BLANC 97223 LE DIAMANT

<b>absente</b>	VERRECHIA	Chloé	22/2/82 à Schoelcher 972	Villa 8, résidence Crystal Park, quartier la Michèle 97223 LE DIAMANT
<b>absent</b>	DUVILLE	RUDDY	2/2/75 aux Trois Ilets 972	Mare Poirier chemin Bois d'Inde 97223 LE DIAMANT
<b>absent</b>	DIAMANT RASSEMBLÉ			Mare Poirier chemin Bois d'Inde 97223 LE DIAMANT
<b>absent</b>	CUNY ép. LACOUR	Sylviane	25/2/59 à DIGNE 04	126 Les Hauts du Diamant 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	SOULIER	Bernard	20/8/46 à LILLE 59	9 Allée de la Muscade 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	SOULIER	Xavière	17/07/41	9 Allée de la Muscade 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	CAPELLO	Antonia	14/9/79 BRASOV (Rou)	10 Lot. Les Aloes 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	JOCK	Véronique	18/8/78 à EAUBONNE 95	64 Lot. Fond Manoel 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	CAPELLO	Lionel	20/8/79 à GIVORS 69	10 Lot. Les Aloes 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	SERRE	Claire	13/5/74 à PARIS 13è	35 Allée des Topazes 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	NIVELON	Solange	13/9/72 à NICE 06	14 allée des Topazes 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	BONARD	Stéphanie	20/01/81	3 Lot O'Mullane Haut 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	BONARD	Chloé	23/09/06	3 Lot O'Mullane Haut 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	DE PERCIN CARYGE	Michelle	19/12/64 au Lamentin 972	54 Fond manoel, Taupinière 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	GABOURG	Stéphanie	14/5/76 à FORT-DE-FRANCE 972	12 allée Aigue Marine 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	SPONY	Marie-Pierre	30/8/62 à BRIEY 54	56 rue Roc 97223 LE DIAMANT
<b>absente</b>	CARON	Odile	11/12/60 à LILLE 59	3 Lot Azalées 97223 LE DIAMANT